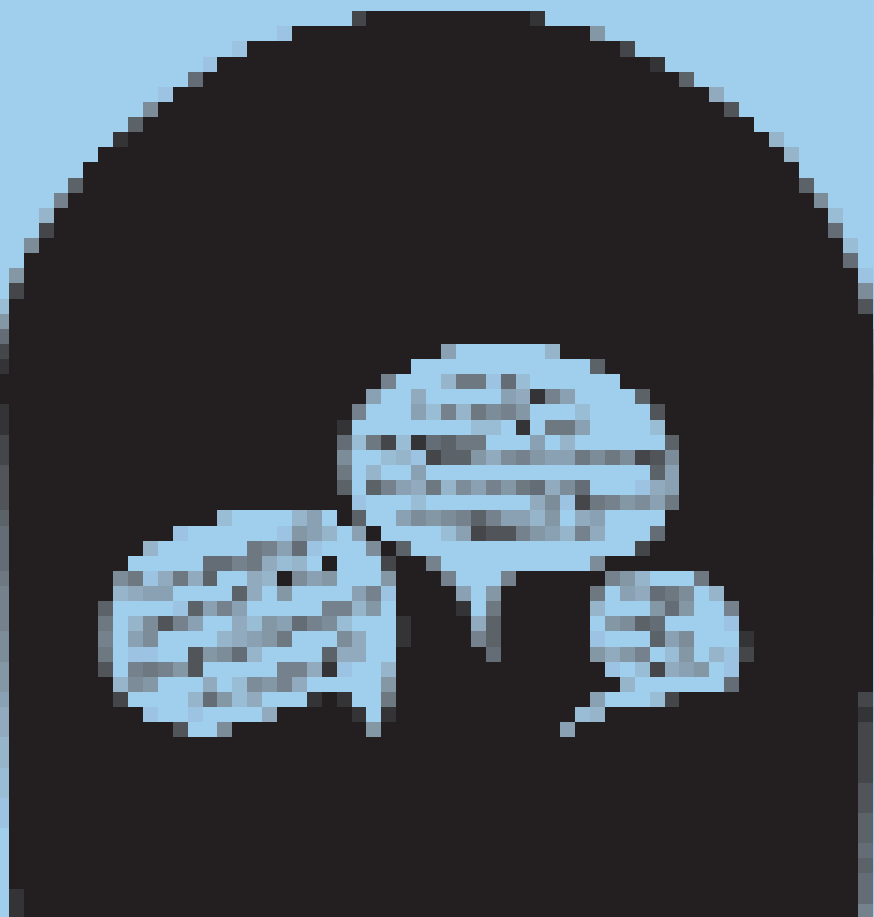


LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin



J. Mathieu

*au sommaire
de ce numéro:*

M-L DUBOIN rend compte de la représentation à Paris de *KOU L'AHURI* et du débat qui a suivi.
pages 3 et 4

A.PRIME montre à quel point l'Europe sociale est mal partie... si tant est qu'elle ait jamais démarré.
pages 5 et 6

page 7 Quelques chiffres sur l'ardoise de l'immobilier.

page 8 **J.MESTRALLET** revient sur l'environnement : celui auquel on ne peut rien et celui sur lequel il faut agir.

page 9 Des intermittents du spectacle définissent en assemblée générale un programme qui rejoint le distributisme.

page 11 **R-L JUNOD** s'emballa pour "*Le huitième jour*" de Jacques Neiryck.

page 12 Avec l'Euro, **H.MULLER** voit arriver l'heure de vérité pour l'Union Européenne.

page 13 **S.BAGU** a accompagné Barradur à la nouvelle abbaye de Sainte Économie.

N° 965 avril 1997

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : " La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, 01 30 71 58 04

◇ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco). Une pièce de théâtre vient d'en être tirée.

épuisé

~~L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE~~

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.

◇ *Pour votre réflexion personnelle :*

nouvelle édition

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour comprendre les mécanismes d'une économie alternative comparés à ceux de l'économie actuelle. L'économie distributive vécue dans ses détails (110

◇ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

texte d'une conférence d'André PRIME (25 F)

◇ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série de janvier 1992 à 25 F franco

LA TROISIÈME VOIE

numéro hors série de décembre 1996 à 15 F franco

◇ *Enfin une bande dessinée :*

« ET SI ON CHANGEAIT ? »

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (25 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



A-L W

Kou à Paris

La pièce tirée du livre de Jacques Duboin *"Kou l'ahuri"* par Christine Delmotte, après une excellente tournée en Belgique, a été présentée les 26, 27 et 28 février derniers au Centre Wallonie-Bruxelles à Paris. Si la salle n'était pas pleine pour les deux premières représentations, elle était archi-comble et il y avait des spectateurs assis sur les marches, d'autres même debout, pour assister à la dernière.

Tous ont été enthousiasmés tant par le bon sens et l'esprit de l'auteur que par l'énorme talent du metteur en scène et des acteurs. C'est, par excellence, l'exemple du *"théâtre témoin de son temps"*, du spectacle qui entre dans l'actualité pour aider le spectateur à se regarder lui-même, l'amener à faire le point, voire, ici, à réfléchir sur ce qu'il peut faire pour agir sur son propre destin. Et c'est bien, finalement et naturellement cette réflexion qui devint l'objet de la table ronde que le Centre Wallonie-Bruxelles nous avait permis d'organiser à l'issue de la troisième soirée, et dont le thème était l'auteur et sa dénonciation de la *"misère dans l'abondance"*. Nous rendons compte plus loin de ce débat.

Maintenant, quelles leçons peut-on tirer de cette expérience théâtrale ?

UN BON OUTIL

Une première, extrêmement positive : l'impact du théâtre comme média pour faire passer des idées. Le spectateur, tour à tour, s'amuse et s'émeut, et ceci l'amène à réfléchir, quand il s'agit, comme c'était le cas, du sort qui lui est imposé. La meilleure partie du livre, de l'avis de bien des lecteurs, est devenue la meilleure scène : celle de la visite de Kou à l'abbaye de Sainte Économie. Les negro spirituals, véritables incantations

« laissez faire, laissez passer,

le bien se fait tout seul »

sont une illustration parfaite, géniale, de la description que faisait Duboin de l'obscurantisme économique. On situerait aujourd'hui l'abbaye à Davos : les quelques économistes mis en scène dans les années

30 ont vu leurs effectifs se grossir des financiers qui gouvernent aujourd'hui les États.

Mais l'horreur économique est bien la même.

UNE CENSURE IMPLACABLE

Seconde leçon, très négative. Si le public comprend, l'inspecteur du Ministère de la Culture a compris aussi. Et là, c'est très grave, car nous avons la preuve que la censure est active et nous avons été témoins de ses méthodes. Elle agit sans interdire ouvertement, ce qui pourrait se remarquer, mais elle tient sous tutelle les milieux du spectacle en tenant les cordons de la bourse. Comme l'inspecteur a estimé que ce spectacle est subversif, aucun théâtre subventionné ne l'acceptera, de peur de voir diminuer encore plus les aides que l'État lui alloue... Et le silence va étouffer *Kou*, une fois de plus, sauf s'il existe encore quelques directeurs de théâtre qui trouvent des moyens d'éviter ça. Par contre, en Belgique, une nouvelle tournée est projetée pour la rentrée prochaine.

ET DES MÉDIAS SERVILES

Les Français peuvent toujours raconter des histoires belges pour se moquer de leurs voisins, ceux-ci se sont montrés beaucoup plus ouverts qu'eux. Non seulement ils ont été nombreux à venir voir *Kou*, y compris beaucoup de lycéens. Mais les journalistes belges, eux, s'y sont intéressés et ils en ont fait la critique, élogieuse. Tandis que les journalistes français ne se sont même pas dérangés. Et cela malgré les très nombreuses invitations qui leur ont été adressées par le Centre Wallonie-Bruxelles et les coups de téléphone pour leur rappeler la date. Rien à faire. Toujours le mur de silence des médias français.

...Sauf si des fermetures comme celle d'une usine française en Belgique amènent les peuples des deux pays à coordonner leurs efforts pour réaliser leur Europe et non plus celle des marchés.

L'avenir seul dira s'ils y parviennent. Mais en attendant, il est bien vrai que nul n'est prophète en son pays !

Marie-Louise DUBOIN .



Le débat après Kou

Pour mener ce débat du 28/2, Roland Poquet mit le talent qu'il consacra naguère à la direction de l'hippodrome de Douai. Christine Delmotte put ainsi raconter que lorsque N. Godin lui fit découvrir le livre, elle a été stupéfaite de voir à quel point, malgré le temps écoulé depuis sa publication, il était d'actualité. Sensible à l'angoisse de nos contemporains face au chômage, elle a donc voulu essayer de faire passer le message qu'il contient.

**

Tout en déplorant qu'il ait fallu soixante trois ans pour qu'un metteur en scène de talent en tire parti, j'ai voulu ensuite montrer qu'il ne pouvait tomber plus à propos et que certaines scènes allaient être (mais il faudrait ajouter hélas !) mieux comprises qu'il y a dix ans.

Premier exemple, le chômeur, qu'a fait entrer Christine au début de la pièce. Quand il dit qu'à force d'avoir tourné en vain comme une mouche dans un verre, il en arrive à comprendre le succès d'Hitler, le public d'aujourd'hui pense aux récentes élections de Vitrolles.

Dans une autre scène, Simone l'étudiante imaginée par Duboin, dit que lorsqu'on n'a même plus de quoi manger, il devient légitime de voler, ce qui aurait sûrement choqué naguère. Or le Tribunal de Poitiers avait, la veille du spectacle, relaxé une femme poursuivie par le gérant d'une grande surface pour avoir volé de la nourriture. Et dans ses attendus, le juge a fait valoir l'état de nécessité où s'est trouvée cette mère de famille : entre l'obligation morale de nourrir ses enfants et l'impossibilité de le faire sans transgresser la loi, elle ne peut pas être déclarée coupable d'avoir choisi le vol de nourriture¹.

Au moment même où au Centre Wallonie-Bruxelles, Duboin montrait comment le conseil d'administration d'une entreprise décide de fermer

une de ses usines par souci de rentabilité, au mépris de ce qu'allaient devenir ses employés, on apprendait que Renault avait décidé de fermer sa succursale de Vilvorde près de Bruxelles².

Enfin la toute dernière scène m'a incitée à aller vérifier que je ne rêvais pas et que ce n'était pas Christine qui avait voulu faire allusion à la loi Debré qui vient d'être votée à l'Assemblée Nationale. Pas du tout, c'est bien l'auteur qui terminait son livre en prétendant que son héros avait reçu une convocation de la préfecture de police et que son permis de séjour n'avait probablement pas été renouvelé !

**

Grâce à la présence d'un économiste émérite, l'un des seuls qui ne se soit pas laissé enfermer dans l'abbaye de Sainte Économie, je veux parler du Pr. René Passet, nous avons eu confirmation qu'un expert sans œillères condamnait sans réserve l'absurdité du système : en un mot, la politique menée est exactement à l'opposé de ce qu'il faut faire ! Interrogé sur la question épineuse de la monnaie, R. Passet a souligné la complexité de la question et le risque, au cas où deux monnaies circuleraient parallèlement, que "*la mauvaise chasse la bonne*", selon la loi de Gresham.

**

Patrick Viveret, le brillant rédacteur en chef de la revue *Transversales Sciences/Cultures*, a dit son intérêt pour la lecture qu'il a entreprise des ouvrages de Duboin et il a beaucoup intéressé la salle en soulevant la question de savoir pourquoi, alors que toutes les conditions pratiques sont réunies pour réaliser une économie distributive qui libérerait enfin l'homme de toute corvée, il semblait y avoir, peut-être inconsciente au fond de la nature humaine, une sorte de peur face à cette liberté. Mais Patrick Viveret a promis de s'exprimer ici plus à fond

à propos de "la troisième voie", n'anticipons pas.

**

Pour compléter par un aspect plus immédiat, Jacques Berthillier nous a rappelé les propositions de l'association pour le revenu d'existence (AIRE), qui développe en France les propositions de l'association *Basic Income European Network* (BIEN), dont nous entretenons régulièrement nos lecteurs, et du projet d'une autre association, également connue de nos lecteurs, *Chômage et Monnaie*, qui veut inciter le gouvernement à rendre à l'État son pouvoir régalién de "battre monnaie" et en démontre la nécessité, autant que l'utilité, dans un ouvrage qui vient d'être publié³.

**

La salle a, bien entendu, été ensuite invitée à prendre la parole et nous sommes tous efforcés de répondre aux questions posées. Mais il va de soi qu'un tel débat reste ouvert, dans nos colonnes en particulier. D'ailleurs beaucoup de personnes contactées, telles que Viviane Forrester, Jacques Robin, le Pr. Albert Jacquard, Ricardo Petrella ou Roger Sue, dans l'impossibilité où elles se trouvaient d'être là à la date imposée, ont promis de nous contacter, dans les mois qui viennent, pour reprendre ce dialogue et parler de la "3ème voie".

M.L. D.

— — — —

1. Bien entendu, il a été fait appel à cette décision : il ne faudrait pas que la misère devienne une excuse pour que s'effectue ainsi une redistribution nécessaire de vivres disponibles !

2. L'annonce de cette décision, qui va mettre dehors 3.100 personnes, a eu un double effet : faire monter immédiatement de 10 % les actions de l'entreprise à la Bourse de Paris et...heureusement, soulever un tollé général de la population, sinon des politiciens.

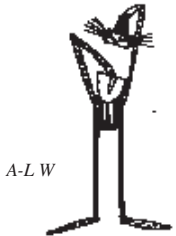
3. Il s'agit de *La monnaie dévoilée*, aux éditions L'Harmattan, prix : 160F.

lu, vu, entendu

Justement, à ce propos, nous avons relevé dans le supplément multimédia du *Monde* des 16-17/2 cette remarque de Daniel Schneidermann :

Que demandent un président et son premier ministre à leur ministre de la culture ? De maintenir avec l'intelligentsia de fluides et harmonieuses relations. De les prémunir, sur cet imprévisible front, des embarras de toutes sortes. Sur le tableau de bord où clignotent les angoisses du pouvoir, les créateurs viennent sans doute juste derrière les étudiants, au même rang que les juges, et bien avant les routiers ou les conducteurs de train. Car ça peut tuer, les créateurs. Ça invente des images, des mots, des postures qui disputent la postérité aux puissants du moment.

Pourtant, D.Schneidermann n'est pas venu voir Kou. Dommage !



A-L W

L'Europe sociale est mal partie... si tant est qu'elle ait jamais démarré ! L'affaire de Renault-Belgique, dont la capitale est aussi symboliquement celle de l'Europe, apparaît à ANDRÉ PRIME comme une préfiguration, un raccourci de ce qui risque fort d'être l'Europe sociale.

Les braves gens !

J'enrage, non pas de cette "colère" convenue, de bon aloi, qu'ont montrée, entre autres hypocrites, le Premier ministre ou le porte-parole RPR à l'Assemblée, l'incontournable et inénarrable Péricard, qui se sont contentés de critiquer la forme, la brutalité dont a fait preuve le PDG de Renault Louis Schweitzer¹. Devant le tollé général, quasi européen, provoqué par la décision sans discussion préalable de la fermeture de Vilvorde en Belgique,

Juppé a dû convoquer le "coupable". Gageons que le "savon" de Maignon n'a pas été très moussant, car, à la sortie, Schweitzer s'est empressé de confirmer la fermeture du site belge, et dans le même temps les 2.764 licenciements prévus en France. Simple-ment, on va négocier des plans sociaux, "tenir compte de la dimension humaine" de ces licenciements... Les braves gens !

A qui fera-t-on croire que pareilles décisions, quasi simultanées en

Belgique et en France, ont été prises sans l'aval de Maignon et de l'Élysée, l'État étant toujours actionnaire de Renault à hauteur de 46 % ; ce qui n'est pas rien !

Comme à l'accoutumée désormais, la sphère financière a salué l'opération à sa façon : dès l'annonce de la fermeture de Vilvorde, l'action Renault a flambé : plus 13 % en une seule séance ! 3.000 travailleurs belges, plus 2.000 chez les sous-traitants, vont galérer dans une petite ville de 20.000 habitants, pour retrouver du travail (où ?) payer les traites de leur logement, les études de leurs enfants, pendant que ces messieurs de la finance jouiront de millions gagnés "en dormant". Comment ne pas être pris de rage devant une telle injustice, une injustice permanente, quotidienne, au niveau mondial, qui ne fera que se développer avec un libéralisme totalement inhumain ?

Trop de voitures ? En France, chute des ventes de 33 % en janvier, 24,6 % en février : est-ce seulement dû à la disparition de la baladurette, puis de la jupette (payée par les contribuables ne l'oublions pas) ? Certes, cela a dû jouer. Mais c'est essentiellement dû à la baisse constante du pouvoir d'achat : blocage ou quasi-blocage des salaires, impôts nouveaux, chômage en extension permanente. Quand le capitalisme comprendra-

Ont-ils encore une âme ?

Déclaration le 6 mars de H. Werner, ancien patron de Mercedes : « *Je félicite Louis Schweitzer pour son courage. Il est le premier à s'attaquer au problème des surcapacités (...) et engrangera le premier les résultats de cette restructuration* ».

Pierre Fourcade, devant les membres du PR qui feignaient de s'apitoyer sur l'aspect inhumain des décisions de Renault : « *Nous sommes des hypocrites. Ou bien nous sommes pour l'économie de marché et nous laissons faire les chefs d'entreprise. Ou bien nous cédon à la mode socialiste et nous levons les bras au ciel* ».

... Cri du cœur d'un jeune cadre Renault de Vilvorde qui vient d'apprendre la fermeture du site par la radio : « *Ce sont des salauds et des incompetents* »

Pendant que certains membres de la majorité versent des larmes de crocodile sur la façon dont a été annoncée la fermeture de Vilvorde, Alain Madelin ironise sur « *la surprise feinte des plus hautes autorités de l'État... Il est impossible que M. Schweitzer ait agi sans leur accord* »

Et le patron de Renault déclare après coup : « *J'ai rencontré le Premier ministre belge M. Dehaene, le 21 février (l'annonce officielle date du 27 février). J'ai aussi informé les autorités françaises* ».

« *Je souhaite que nous puissions engager sans tarder les discussions avec les syndicats belges sur les mesures d'accompagnement* ».

Cet art de l'euphémisme ! Entre autres mesures... reclasser les ouvriers de Vilvorde qui le voudraient dans des usines françaises (petit détail, ces ouvriers parlent le flamand) et, en contrepartie sans doute, licencier un peu plus de Français !

A . P R I M E .

Est-ce la modernité ?

«...La presse américaine, ces temps-ci, se penche avec sollicitude au chevet de la France, gravement atteinte de manque d'appétence pour Internet, instrument magique de la nouvelle démocratie planétaire. S'ils ont regardé les épisodes du feuilleton typiquement français "Les intellectuels contre le pouvoir", nul doute que les médecins américains y auront trouvé un nouveau sujet d'inquiétude. France 2, l'autre soir, avait planté ses caméras chez le chef de la branche littéraire de la rébellion, l'écrivain Dan Franck, en pleine tâche de rassemblement des signatures. Et comment s'y prenait-il ? Horreur : snobant ouvertement Internet, il utilisait... un téléphone. Ce fut, après l'immortel épisode du président et de la souris, une jolie image d'exception. »

D.Schneidermann,
(Le Monde, 16-17/2/97)

La loi de Robien

Cette loi prévoit l'allègement des charges sociales pour les entreprises pendant 7 ans (40 % la première année, 30 % les suivantes) avec une obligation de maintien du nombre moyen des effectifs pendant **seulement deux ans**. Ce qui ne les empêchera pas de recruter sur contrat à durée déterminée puisque rien n'est dit quant au maintien du niveau des salaires.

Pour les finances publiques, le bilan est simple : 814 millions de francs dans le budget 1997, 4,4 milliards sur sept ans pour seulement 6.400 emplois nouveaux.

(Sud-Ouest, 7/11/96,
envoi de H.M.,
de Saint-Pardoux)

Utopie ou barbarie ?

« Cette fameuse crise n'a rien de conjoncturel. Elle résulte tout simplement de l'agonie, plus ou moins pénible selon les régions du monde, d'un système économique caduc... Alors que les salariés, remplacés par des machines, viennent quotidiennement grossir le nombre des chômeurs... mille trois cent milliards



t-il qu'il ne peut pas vendre à des gens de plus en plus désargentés,, qui plus est par lui-même ?

Tout le monde robotise, informatise en même temps. La part de la main-d'œuvre dans la fabrication

a chuté de 10 points en une décennie. Dans l'automobile, 50 % des emplois ont été supprimés en 15 ans sans que baisse la production².

On tourne en rond, alors que pour nous, distributeurs, le problème n'est même pas du niveau du certificat d'études, les problèmes de robinets sont sûrement plus compliqués. Pour écouler une production donnée, il faut en face un pouvoir d'achat adéquat : ce serait le rôle d'une monnaie distributive.

Permettez-moi de rappeler la formule de Michel Albert dans *Le pari français*, et que nous avons reprise dans la plaquette "Un socialisme à visage humain":

$$P = p \times T$$

P désigne la production en volume, p, la productivité horaire, T, le temps de travail pour produire P.

En économie de marché, du fait de la concurrence, nationale et internationale, même et surtout en période de crise, p est condamnée à croître. Si l'accroissement de P est faible ou nul, T diminue obligatoirement. Avec quelles conséquences ? **Forcément une aggravation du chômage si le temps T n'est pas partagé.** Ainsi Renault 1996. Productivité p, + 10 %; production P, + 1 %; —> suppression d'emplois 1997, 5.900; équivalant en gros aux 10 % de gains de productivité.

Oui, l'Europe sociale est mal partie. Seule l'Europe de la finance fonctionne. Les regroupements de grosses sociétés ne peuvent conduire qu'à des "ajustements" de personnel. En France, Axa-UAP prépare une charte.

Le 25 mars 1996, Chirac, dans *Libération*, affirmait : « L'idée européenne doit susciter le désir, la confiance, l'espérance... Oui, il est temps de

définir un modèle social européen ». Vilvorde est sans doute la première pierre de l'édifice! L'éditorialiste du *Monde* du 5/3 termine en écrivant : « L'Europe ne sera acceptée que si elle est aussi sociale et démocratique ».

Question : Quel serait le résultat d'un référendum si l'on votait aujourd'hui ? Les libéralistes à tout crin ont une curieuse conception du... libéralisme. Peugeot et Renault avaient renouvelé leur démarche conjointe, dévoilée il y a quelques mois par le *Canard*, auprès du Gouvernement : leur accorder le droit de licencier 40.000 personnes (rien que cela !) contre la promesse d'embaucher 14.000 jeunes et l'assurance que l'État, donc le contribuable, paiera la facture, soit 40 milliards. À un an des élections, le Gouvernement ne peut prendre le risque de se mouiller. C'est pourquoi, sans doute, il laisse faire Renault, par les voies classiques... Libéralisme aussi chez Bouygues, bétonneur N°1 mondial, qui "achète" ses marchés à coup de pots de vin, ce qui lui vaut de fréquenter les juges plus qu'il ne le souhaiterait ; dito pour Dassault et tant d'autres.

Si les peuples, et en tête, les syndicats européens, ne parviennent pas, par la lutte et l'union³, à contrebalancer le poids des marchés, bien unis eux, sur l'objectif, même s'il y a concurrence, l'Europe sociale ne se fera pas et la société duale s'approfondira au niveau européen. Une Europe purement politique des puissants survivrait-elle dans une fracture sociale généralisée ? La question mérite réflexion .

ANDRÉ PRIME

1. Louis Schweitzer, énarque, ancien chef de Cabinet de Laurent Fabius, a été nommé par ce dernier à la tête de Renault.

2. Actuellement, mais personne n'en parle, la plupart des usines automobiles en France connaissent 4 à 5 jours par mois de chômage technique. Ce qui n'augure rien de bon pour l'avenir.

3. L'affaire Renault Vilvorde a déclenché la première euro-grève. Un bon point, même si, de courte durée, elle a été plutôt symbolique.

ou entendu

de dollars de transactions transitent par voie électronique au gré des circonstances (et des rumeurs) favorables aux investissements spéculatifs sans tenir compte des nécessités vitales des populations. Face à cette réalité, les pouvoirs publics n'ont pratiquement plus aucune possibilité d'agir... Bien sûr, quelques utopistes proposent des projets pleins de bon sens dans l'absolu, mais complètement en décalage par rapport aux mentalités...»

Geoffrey Hurt
(La Vie Naturelle n° 124,
envoi de R.C., Paris)

Les amateurs de Vie Naturelle vont-ils faire évoluer ces mentalités ?

* * *

La loi de la jungle

ou

l'argent passe avant l'homme

Ainsi s'est exprimé Mgr J. David, évêque d'Évreux, s'adressant aux salariés du département de l'Eure, après avoir énuméré les récentes suppressions d'emploi chez Valéo, Atohaas, Klaxon, etc. : « Cette situation n'est pas fatale. C'est une logique, celle de la rentabilité et du profit maximum ». a-t-il ajouté à Évreux alors que la tension était vive entre la direction de Valéo et les salariés de l'usine menacée de fermeture.

(La Charente Libre,
envoi de J.P.D., Angoulême)

* * *

Plaidoyer pour L.Schweitzer

« Le PDG de Renault, en annonçant la fermeture de l'usine belge et la suppression de trois mille emplois en France, n'est pas le vilain petit canard de l'industrie française. Il est simplement un dirigeant efficace, soucieux des intérêts de ceux qui le rémunèrent. Pragmatisme et réalisme, telles sont les qualités d'un homme payé pour produire des dividendes. Que les politiques s'occupent de verser quelques larmes bien vite séchées sur le sort des licenciés. Un patron n'a pas à faire du social, seulement du profit. L.Schweitzer remplit donc consciencieusement sa fonction ».

Renaud Morisseau
(lecteur du Monde, 18/3).

des chiffres :

l'ardoise de l'immobilier

200 milliards : C'est le chiffre que révèlent les Échos du 10 mars : « Les pertes ont touché banquiers et assureurs, publics comme privés. L'aveuglement des uns et l'absence de contrôle des autres ont précipité banquiers et assureurs dans un gouffre gigantesque. Pour les 18 groupes les plus exposés, parmi lesquels on retrouve les fleurons de la finance, la somme est astronomique : 200 milliards de francs. Comme s'ils avaient acheté la totalité des immeubles des Champs-Élysées, de l'avenue Foch et de l'avenue Montaigne et les douze plus belles tours de la Défense pour les laisser partir en fumée. Ces milliards réduits en cendres auraient aussi permis de financer à la fois le TGV Sud-Est, le TGV Atlantique, le TGV Nord, le TGV Méditerranée, le TGV Est et le tunnel sous la Manche ! Si l'on retrouve parmi les plus sinistrés les groupes publics GAN et Crédit Lyonnais, le secteur privé est toutefois mal placé pour jouer les donneurs de leçons. Suez, Paribas, mais également des groupes aussi réputés pour leur bonne gestion que la Société Générale ou Axa, figurent en bonne place dans ce palmarès de la folie collective et de la gabegie financière ».

A ces 18 grands groupes, il faut ajouter une kyrielle de banques ou assureurs moins importants.

Combien recevront, quand ils n'en ont pas déjà reçu (voir Crédit Lyonnais), des aides publiques sous différentes formes ? A suivre... Pour le moment, retenons le GAN avec 32 milliards de pertes, dont 27 dans l'immobilier : pour rendre le prétendant à la privatisation présentable, l'État, c'est-à-dire les contribuables, va prendre en charge 23 milliards. Les salariés du GAN, qui feront immanquablement l'objet de "plans sociaux" après privatisation, apprécieront...

Il faut bien comprendre comment de

nos jours la plupart des grandes sociétés spolient doublement le peuple. Lorsqu'elles accusent des pertes colossales par leur incurie ou leur incompétence, elles ne paient pas d'impôts sur les bénéfices (BIC). Et comme ces impôts manquent au budget, l'État doit les trouver ailleurs. Lorsqu'elles font des bénéfices et qu'elles envisagent, ce qu'impose souvent la concurrence, des "restructurations" (entendez "plans sociaux", dans la plupart des cas), elles font des provisions, lesquelles sont soustraites aux impôts sur les BIC. Là encore, l'État devra compenser ce manque. Autrement dit, lorsque ces provisions sont destinées à couvrir des licenciements futurs, les licenciés devront payer à l'État, comme tout le monde, sous des formes diverses (hausse de la TVA, des impôts, de l'essence, etc.) le prix de leur licenciement. Un comble !

Prenons le cas de Renault : il accuse pour 1996 une perte de 5 milliards après avoir provisionné 2,4 milliards pour les licenciements de 1997. En supposant qu'il ait fait des bénéfices, comme ces dix dernières années, il aurait, pour supprimer près de 6.000 emplois, soustrait au fisc près de 850 millions d'impôts sur les BIC. C'est en fait ce qui s'est passé pour les licenciements antérieurs, lorsqu'il faisait des bénéfices. N'est-ce pas profondément injuste et immoral ?

Combien de milliards d'impôts ont dû être payés par la grande masse des contribuables du fait des 200 milliards de pertes, rien que dans l'immobilier ? Pas étonnant, avec toutes ces tricheries des multinationales, même légales, que les impôts sur les sociétés ne couvrent même plus, et de loin, le service de la dette. Les 130 milliards de pertes du Crédit Lyonnais représentent 10.000 F. par foyer fiscal. Tous les grands patrons des grandes firmes gagnent 2 à 10 millions de F. par an.

A. P.

Dans notre numéro 962, Jean Mestrallet rappelait qu'il y a deux sortes d'environnement. L'environnement physique, au départ, est naturel. Quant à l'environnement humain, nous le créons nous-mêmes : c'est le domaine économique. Il y revient dans ce qui suit :

L'environnement

Les séismes, on est bien obligé de les subir. Les progrès scientifiques permettent de les prévoir, mais pas de localiser la prévision. On peut éviter les dégâts en construisant selon les normes antisismiques, mais on n'empêche pas les tremblements de terre. L'éventualité de troubles climatiques majeurs n'autorise pas une totale liberté de comportement envers la Nature. Bien au contraire : c'est une invitation expresse à ne pas compliquer davantage les mécanismes naturels dont on ne maîtrise pas le fonctionnement!

Inversement, nous risquons peu en réduisant fortement les pollutions diverses, même si cela exige des années et des années pour en voir les effets. Avant le climat, il y va de la santé générale !

La société et l'économie, elles, ne nous offrent pas d'excuses. Ne nous en prenons qu'à nous-mêmes si elles ne nous satisfont pas, tout en sachant bien que l'action individuelle ne suffit pas. Le changement réclame une action collective. Société et économie ne tombent pas du ciel : comme toute création humaine, elles peuvent et doivent être remplacées par une autre création humaine lorsqu'elles ne fonctionnent plus.

Un ensemble

L'économie est un tout. Seules des mesures d'ensemble, ou l'effet global d'une mesure judicieuse, peuvent amener un changement réel : par exemple le rétablissement de l'autorité nationale sur la monnaie.

Cela n'exclut pas toute heureuse réforme de détail. Mais on ne peut pas maîtriser le progrès technique et éviter les dégâts écologiques sans maîtrise de l'économie. Les déboires de l'URSS dans ce domaine montrent l'exemple de dirigeants qui ont dévoyé les moyens à leur disposition. Ils les ont mis au

profit de leur "nomenklatura"! ...Et l'effondrement de l'URSS n'a pas fait disparaître les problèmes occidentaux¹ !

Auto et goudron, mamelles du profit

Suivant la logique du profit, béton et goudron vont envahir tout le territoire. Car sous peine "d'une aggravation de la situation économique", il ne faut pas rompre le cycle "Investissement-Production-Vente-Profit-Investissement-Production-etc." Beaucoup d'énergie est, à l'évidence, gaspillée dans ce but. C'est complètement loufoque, mais le système n'en est pas à une absurdité près ! Discutable en elle-même, la débauche énergétique perd toute excuse lorsqu'elle sert à prolonger un régime économique suranné, déjà condamné par son inhumanité !

Béton et goudron s'étalent sur les "zones d'activités" qui prolifèrent. Cette prolifération a une autre cause : l'obligation, pour les communes, d'alimenter leurs budgets et de réaliser leur équipement. Même si ces budgets sont justifiés, même si ces équipements sont nécessaires, cela n'enlève rien à l'absurdité du procédé : abîmer le paysage pour obtenir les moyens de financer des travaux, qui, eux-mêmes, ne sont pas forcément destructeurs !...Car les moyens humains et matériels existent pour les réaliser. Il ne manque que l'argent pour les financer !

L'emploi - prétexte

On invoque évidemment l'emploi. En réalité, c'est de profit qu'il s'agit. Le nombre d'emplois créés à l'occasion de tels travaux n'est guère en mesure de résoudre le problème local du chômage. Loin de moi l'idée d'interdire aux habitants d'une commune la possibilité de travailler sur place, mais une

fois de plus, je constate qu'on tourne le dos à la véritable solution du problème : c'est faute de clients si tant d'entreprises ont disparu. Les mêmes sommes d'argent public, utilisées pour en finir avec la pauvreté, auraient apporté des clients solvables aux entreprises existantes et permis de déterminer, par le biais des achats, comment orienter la production...et pas obligatoirement vers l'enflure bagnolesque.

Le délire automobile provoque un refus croissant. Mais avant de penser à le limiter, encore faut-il réduire le besoin d'autos !... On a considéré la question sous toutes ses faces, sauf une : combien de déplacements sont faits dans le seul but de vendre n'importe quoi mais à tout prix ? Au lieu de fournir aux consommateurs l'argent nécessaire à l'écoulement régulier d'une production utile !

À cet égard, on parle parfois de la "nocivité de l'abondance". En réalité, ce n'est pas l'abondance qui est en cause, mais le refus de voir le changement de régime économique qu'elle entraîne. Car seule l'abondance autorise une transformation pacifique de la société² !

Enfin, pour éviter ou limiter la pollution, il me semble qu'il faut d'abord une économie libérée du prix de revient : lorsque les moyens existent de lutter contre la pollution ou de l'éviter, leur coût ne doit pas s'y opposer.

De nombreuses composantes du mouvement écologique s'affirment en outre pour la non-violence. La violence n'éclate pas par hasard, elle éclate face à l'absurdité.

Et celle-ci prolifère dans notre belle économie "libérale" !

JEAN MESTRALLET

— — —

1. G.R. de juillet 96

2. Il faudrait commencer par faire connaître tous les mouvements semblables.

Il y a trois mois, un article rédigé par deux directeurs de théâtre, expliquait ici les revendications des intermittents du spectacle face aux mesures envisagées par le gouvernement et dont la conséquence serait un accroissement inadmissible de leurs conditions de vie.

Dans le même numéro, J-P Mon montrait que la situation précaire de ces artistes risque fort de s'étendre à bien d'autres "actifs" d'aujourd'hui, pour qui la survie passe donc par une solution telle que l'économie distributive.

Voici le témoignage des professionnels du spectacle et de l'audio-visuel de Bourgogne et Franche Comté qui, lors d'une assemblée générale, ont adopté des orientations motivées et argumentées qui vont tout à fait dans cette voie :

La voie des intermittents du spectacle

I. UN LABORATOIRE POUR DEMAIN ?

Notre action de défense du statut des intermittents du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel s'inscrit dans une démarche politique globale

— parce que le patronat, avec l'aide de nos gouvernements, montre le vrai visage du libéralisme : accumuler toujours plus de richesse, entre les mains d'une minorité de plus en plus restreinte, en s'appuyant sur la précarité... sans contrepartie,

— parce que même si la croissance réapparaît, elle ne résoudra pas le problème du chômage,

— parce que la France est une des premières puissances économiques mondiales et que, depuis vingt ans, elle produit toujours plus de richesses,

— parce que le monde ne vit pas une crise, mais une véritable mutation,

les intermittents du spectacle posent la question d'un nouveau contrat social basé sur une redistribution des richesses et une nouvelle organisation du travail, affirmant qu'il est de leur devoir d'instaurer ce débat.

Le statut des intermittents du spectacle apparaît comme un enjeu, véritable symbole, devenu le point de mire du patronat. Ce dernier craint la contamination de ce type de statut à d'autres secteurs d'activité et à l'Union Européenne.

II. UN STATUT

Pour l'heure, nous nous inscrivons dans la logique de l'alternance activité salariée-chômage.

Dans le cadre des négociations spécifiques qui vont avoir lieu d'ici le 30 avril 1997 entre les partenaires sociaux, nous soutenons la proposition d'annexe unique de la FNS qui demande entre autres :

— le maintien d'un régime spécifique au sein de l'UNEDIC,

— la création d'une annexe unique regroupant les actuelles annexes 8 (cinéma et audiovisuel) et 10 (spectacle vivant),

— la prise en compte... des périodes de congés payés versés par la Caisse des Congés-Spectacles, ainsi que les actions de formation non prises en charge par l'assurance-chômage,

— la conversion des rémunérations salariales... en jours d'affiliation,

— la prise en compte, sous certaines conditions, des activités d'enseignement et d'animation.

Par ailleurs, nous appelons tous les syndicats (seuls partenaires habilités à participer aux négociations) à rejoindre et à défendre ces positions, qui devront permettre à un plus grand nombre de prétendre à une juste ouverture de droits. Défendre le statut des intermittents du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel, c'est aussi défendre la culture vivante dans notre pays !

III. POUR UNE CULTURE PLURIELLE

Aujourd'hui, en fragilisant le statut des intermittents du spectacle et en diminuant de manière très sensible le budget du Ministère de la Culture, le patronat et le gouvernement montrent leur volonté de paralyser la liberté de création et d'en supprimer la diversité, essence même de la vie culturelle du pays.

Une concertation nationale sur l'économie du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel en France est nécessaire.

Nous demandons la tenue d'États Généraux de la Culture, rassemblant tous les acteurs de la vie culturelle, pour affirmer :

— que la culture est essentielle et pas subsidiaire,

— que la création a un coût et qu'il faut lui assurer un financement,

— que ce financement doit être distribué de manière transparente et démocratique,

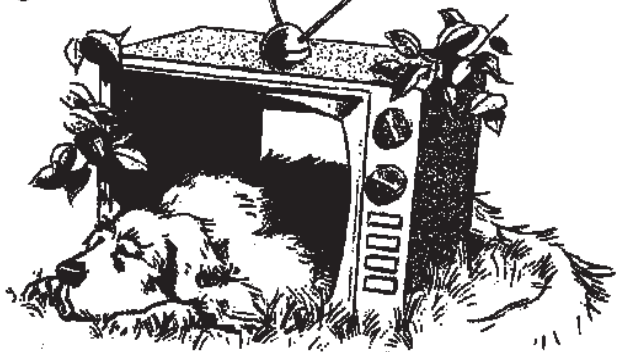
— que l'utilisation de ce financement doit être soumise à un contrôle clair dans lequel les artistes-interprètes ont leur rôle à jouer.

Une loi d'orientation pour la Culture s'impose !

*(de notre correspondant
à Dijon,
R. Lieutet).*

UNE INITIATIVE INTERNATIONALE
ORGANISÉE PAR
"THE MEDIA FOUNDATION"
(VANCOUVER, CANADA)

UNE SEMAINE SANS TELEVISION



24 - 30 AVRIL 1997

Le 24 avril, des milliers de gens éteindront leur téléviseur pendant une semaine. Pourquoi ne pas essayer ? Imaginez, plus de radiations, de rires sur commande ou de violences gratuites. Et une fois que vous aurez testé la "vraie vie", vous ne voudrez plus retourner à cette "vie par procuration". Enfin, nous l'espérons...

Réseau pour l'abolition de la télévision,
145 rue Amelot,
75011 Paris
et
Le Publiphobe,
56 bis rue Escudier,
92100 Boulogne.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

A. Amico 70 - P. Ingain 100 - F. Laumelais 100 -
C. Marthey 270 - Y. Orengo 100 - Mme Pluyaud
70 - E. Chauvin 70 - G. Darnault 900 - Mme
Fournier 500 - A. Villégier 270 - J.Y. Bigot 70 -
Mme Courteau 200 - G. Houdart 70 - Mme
Lahens 300 - C. Lucas 250 - H. Moulinier 340 -
M. Péron 105 - M. Pommier 100 - Mme Curie 70
- J. Denis 400 - R. Guichon 200 - A. Bellido 300 -
R. Boudot 25.

Total 4.880 F.

Merci à tous !

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D

Groupe Liègeois
pour
l'Economie Distributive
a publié la brochure
Muter ou chuter
(prix 20 FF,
CCP 000 0660548-75)
et diffuse livres et
journaux distributistes
en Belgique.
L. Gosset,
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
BELGIQUE

G.S.E.D.

Groupe des Salariés
pour
l'Economie Distributive
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"
J-C. Giroud
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

EDEN

Equipes pour la
Diffusion d'une
Economie Nouvelle
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

**CITOYENS
DU MONDE**

15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

**FRAGMENTS
- DIFFUSION**

lettre associative
bimestrielle
d'alternative
personnaliste
8, rue de la Chapelle
75018 PARIS

**TRANSVERSALES
Sciences / Culture**

21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

**La Grande Relève
s'est inscrite
à titre collectif
à la Maison Grenelle
pour permettre à tous
ses abonnés
d'en utiliser
les services,
en particulier ceux
de la bibliothèque.**

**ALTERNATIVE
SYNDICALISTE**

éditée par le Cercle de réflexions
et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

GAVROCHE

Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

A CONTRE-COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

RÉSISTANCE

À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61, rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

LA RAISON

Courrier de la Libre Pen-
sée de Seine St Denis
53 rue Jules Vallès
93700 DRANCY



Pour comprendre ce monde

Jean de la Fontaine, ayant découvert Baruch, disciple du prophète Jérémie, demandait à tout venant : « Avez-vous lu Baruch ? ». Il ajoutait : « C'est un bien beau génie ». A mon tour, je vous demande « Avez-vous lu Neiryck ? » et j'ajoute : « Il faut absolument lire son *Huitième jour de la création* pour comprendre le monde dans lequel nous vivons ».

Jacques Neiryck, professeur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, a tellement lu qu'on peut penser qu'il sait tout, dans tous les domaines de la connaissance, celui des sciences exactes, bien sûr, mais aussi ceux de l'Histoire et de la théologie.

Tout le monde sait que depuis un bon gros siècle, la connaissance s'est tellement multipliée et spécialisée qu'il est impossible à un seul Pic de la Mirandole de tout savoir. Cela étant, Jacques Neiryck a exploré toutes les régions du savoir humain, s'abreuvant aux sources les plus riches et les plus sérieuses, ainsi qu'en témoigne une bibliographie impressionnante. Cette masse de connaissances, Neiryck a le don et la politesse de les vulgariser dans un langage direct et simple, de sorte que lire *Le huitième jour de la création*, c'est d'abord voir l'homo erectus apparaître dans l'Est africain, l'homo sapiens (c'est-à-dire Adam tailleur de pierre) lui succéder, le néolithique succéder au paléolithique, la civilisation naître en Égypte, s'enrichir au Moyen-Age, produire des techniques toujours nouvelles pour apporter aux « consommateurs » leur nourriture, traverser les millénaires pour inventer la guerre, les religions, l'allumette et la centrale nucléaire, sans parler de l'antisémitisme ou de l'électronique. Quel voyage ! En des pays connus, observera-t-on... Pas tant que ça. A tout moment, Neiryck surprend, renouvelle notre vision du déroulement des choses. Voilà pour le vulgarisateur éclairé-éclairant.

Chemin faisant, Neiryck rassemble ses connaissances en de puissantes synthèses qui donnent à comprendre le sens de l'aventure humaine.

Pour simplifier (et trahir ?) l'un des axes de la pensée du savant de Lausanne, notons que selon lui tous les progrès de toutes les techniques résultent du défi de l'augmentation de l'entropie.

Ce mot renvoie aux craintes de l'infortuné révérend Malthus comme à l'une des lois de la moderne thermodynamique, loi selon laquelle « à chaque travail effectué sur la matière, une certaine quantité d'énergie se dégrade ». En d'autres termes, chaque exploitation d'une ressource naturelle raréfie celle-ci, obligeant les hommes à pallier cette raréfaction par des astuces techniques. A l'exploitation du bois devenu trop rare succédera celle du charbon, à son tour remplacé par le pétrole, etc. Citons l'auteur : « Une révolution technique ne crée pas de ressources nouvelles ; elle permet d'accéder à des ressources non encore exploitées ;

elle en amorce l'épuisement qui exigera à terme une nouvelle révolution technique ». Voilà résumé le propos essentiel du *Huitième jour de la création*. Ajoutons ici cette remarque : « Les ressources en charbon n'étaient pas épuisées lorsque le pétrole a été mis en œuvre durant la deuxième révolution industrielle ; la ligne de partage franchie en 1940 (énergie nucléaire) semble à première vue n'être pas de nature entropologique ».

A présent, je mélange tout, incapable de condenser l'ensemble du message si copieux de Jacques Neiryck. La mort des valeurs spirituelles : « Verdun et Treblinka dévoilent la véritable nature de la société industrielle, tout comme la pathologie d'un organe est révélatrice de sa physiologie ». J'avais oublié de dire que le savant est aussi moraliste. A propos de l'informatique : « A quoi sert-elle vraiment, au sens du citoyen moyen ? Est-ce que sa vie en est réellement améliorée ? Est-ce que la diffusion de l'ordinateur personnel ou domestique rencontre un véritable besoin ? Ou bien est-ce encore une solution, la fabrication massive de microprocesseurs à des prix dérisoires, qui cherche un problème à résoudre ? ». Quid, enfin, de l'avenir des hommes ? Neiryck condamne le slogan politique de la « condamnation à la croissance », évoquant l'Empire romain qui s'est écroulé après avoir épuisé toutes les ressources de la Méditerranée. On peut pallier la croissance désordonnée de l'entropie. Je vous laisse le plaisir de découvrir les solutions proposées par notre auteur, car vous le lirez, n'est-ce pas ?

ROGER-LOUIS JUNOD.

1. publié par les Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 1986, 1990.

Réponse d'un éditeur à un écrivain connu qui lui a proposé un manuscrit sur le problème du chômage :

Ps. Marlot 4/20/1977
 Éditions Albin Michel
 SERVICE AUTEUR

Nous regrettons de ne pouvoir donner
 une suite favorable à votre projet d'édition,
 qui ne manque pas d'intérêt
 mais nous ne souhaitons plus,
 actuellement, publier de livres
 sur le chômage.

Avec nos sentiments les meilleurs.
 22, rue Soufflot - 75001 Paris Cedex 14 - Tél. (1) 46 79 79 00

L'Euro. L'heure de vérité



A-L W

Quarante années d'efforts obstinés aux fins de regrouper, sous le joug d'une même autorité politique, un ensemble disparate de populations aux parlers, aux mœurs et coutumes différents ? Très vite s'est imposé le caractère technocratique de cette folle entreprise faisant fi de ses opposants submergés de directives, de normes, de règlements édictés au terme d'innombrables "marathons", de votes à l'arraché, les précieuses libertés de chacun grignotées jour après jour.

Étape vers une mondialisation mijotée au sein de la Commission trilatérale, l'Europe a fini par montrer son vrai visage : un instrument au service exclusif du petit monde de la Finance internationale soucieuse de s'affranchir des obstacles politiques, des règlements nationaux dressés par les gouvernements à l'encontre de ses opérations d'argent et de négoce.

Face à la marée croissante des victimes de tous les milieux, atteintes dans leurs intérêts, dans leur emploi, dans leur pouvoir d'achat, face aux attermolements exprimant mille et une réticences, il a fallu presser le mouvement vers la monnaie unique, moyen estimé radical pour mettre au pas les récalcitrants. Las ! Aggravant les conditions de vie du gros des populations, celles-ci ont été engagées par les accords de Maastricht dans une austérité sans fin alors que continuait à déferler une pléthore d'approvisionnements, importés souvent de pays à bas salaires, et qui submergent les marchés occidentaux, et narguent l'insatisfaction d'innombrables foyers nécessiteux, touchés par le chômage ou l'exclusion.

Imposer de telles restrictions aux populations déjà exsangues, alors que des milliards sont dépensés pour limiter les apports sur les mar-

chés ultra-saturés ? Ce phénomène insolite, défi à la simple raison, aurait dû interpellier les tenants du Pouvoir. Mais Trilatéraux et Eurocrates, poursuivant leur marche à l'étoile, précipitent la mise en orbite de cet Euro appelé à déboucher sur un gigantesque merdier.

Alors que le processus est d'ores et déjà engagé, on commence tout de même à douter, à s'interroger quant aux suites de l'opération, à se demander si l'Europe vaut de tels sacrifices. L'Euro, c'est le forceps pour l'accouchement d'une Europe affectée de mille et une tares congénitales. Il est encore temps d'extraire le fœtus avant qu'il n'empoisonne la société tout entière, qu'il ne charrie d'incalculables séquelles : bouleversement des genres de vie, océan de complications, rupture avec des habitudes séculaires, restrictions dans maints et maints domaines : santé, allocations, retraites, acquis sociaux.

Qu'ont à faire de l'Euro ceux-là qui, une fois l'an, se rendent à l'étranger pour un court séjour, munis de leur carte de crédit ? C'est le quotidien qui pose problème. Arnaques et fausse monnaie guettent les petites gens habitués au Franc, déconcertés par ces nouveaux signes monétaires qu'ils examineront avec circonspection ou incrédulité. Et puis comment se faire une idée de la correspondance des prix sans la calculette portée en bandoulière ? Mais qui se soucie des petites gens !

Quant au coût de l'opération : un milliard, ont annoncé les banques pour leur seule confrérie ; chiffre à multiplier par combien pour l'ensemble des entreprises, l'administration des impôts, la reprogrammation d'un million d'ordinateurs, le changement des logiciels, le suivi des comptabilités, pour les mille activités qui font cortège aux mani-

pulations d'argent, cotations boursières, titres, successions, jeux ? Un vrai séisme dont les auteurs du projet ont sous-estimé l'ampleur. Qui paiera, si ce n'est l'usager, le consommateur à travers les inévitables hausses de prix ? Quant à l'épargnant, il serait bien niais d'attendre une valorisation de ses économies après l'alignement des monnaies et l'impact de ces nouvelles charges sur l'ensemble des prix.

Le dollar et l'Euro appelés à se disputer les marchés mondiaux, la guerre économique devrait reprendre de plus belle, une guerre dont actifs, chômeurs et retraités feront les frais : délocalisations et licenciements accrus, compression des salaires et des coûts, retraites laminées, disparition des avantages sociaux, dégradation de l'environnement, des soins hospitaliers. Bref, la vie devient plus difficile pour la grande majorité sacrifiée à l'optimum de rentabilité et si l'Euro doit effacer ce qui reste des frontières, alors des flux incontrôlés d'immigrants viendront s'attabler dans les pays fertiles.

Unité politique renforcée ? A quoi rimeront des élections où le choix des candidats sera dénué de tout repère ? Quel Français irait confier à un Roumain ou à un Hongrois la défense de ses intérêts ? En combien d'idiomes seront à traduire les manifestes et discours électoraux à l'usage des monolingues ?

L'Europe, havre de stabilité ? Voire ! Disons plutôt l'Europe de Babel, une Europe bordélique à la sauce Euro. Mais le concert orchestré depuis toujours sur l'ensemble des médias a bâillonné toute velléité d'opposition, acheminant notre société décadente au seuil d'une nouvelle et impitoyable dictature.

HENRI MULLER

L'Abbaye de Sainte Économie revisitée

Connaissiez-vous Barradur ? Non. Eh bien ! puisque vous insistez, je vous le présente : Barradur est l'enfant de l'union malencontreuse d'Édouard et de Raymond dont la pensée commune est « *Rétrogradons pour progresser* ».

Édouard sévissant au nord de la Loire et Raymond au sud, Barradur peut faire le prosélytisme de l'économie marchande sans trop se fatiguer, touchant ainsi le centre et les six coins de l'hexagone. Barradur n'aime pas l'agitation sociale actuelle et il ne se gêne pas pour le faire savoir, par journalistes serviles interposés, à ces teigneux de Français. Parfois, il déclare « *Il ne faut pas s'imaginer que les droits acquis sont éternels* ». D'autres fois, il dit : « *Face à la mondialisation, les salariés doivent être moins exigeants et consentir à travailler plus longtemps sinon ce sera la gabe-gie* », ces belles phrases étant distillées avec une onctuosité toute calculée dans le geste et la parole. Mais quand il est seul avec lui-même, Barradur se dit : « *Mais qu'est-ce qu'ils veulent ces manants ? Toujours en train de rouscailler ! Il y a eu les jacqueries, la fronde, la révolution, la Commune de Paris, Mai 68 et ça continue ! Même deux guerres mondiales et le sida n'ont pas réussi à les faire taire. Toujours là. Pire que des cancrelats !* »

Dans ces moments-là, et pour se refaire le moral, Barradur pense à ce politicien qui, à l'aube du XXe siècle, déclara devant la fronde ouvrière : « *Ils veulent 40 heures par semaine, ils auront des balles !* » « *Quelle audace et quel courage il avait ce type* » se dit Barradur, tout en se grattant le menton. Rassérénié, et sans doute influencé par le nom qu'il porte, Barradur pense qu'un bon coup de bâton ferait du bien à la populace. « *Il ne faut surtout pas que le gouvernement cède à toutes les revendications, se rengorge-t-il. Réduction du temps de travail sans perte de salaire et puis quoi encore ! On leur donne le SMIC, des petits boulots et ça ne suffit pas. Ils veulent le beurre, l'argent du beurre comme si on n'avait pas assez de "beurs" dans le pays ! Et qu'est-ce qu'ils font des matches de foot à la télé qu'on leur donne en prime à longueur d'année ! Et la roue de la fortune, Doro-thée, les grosses têtes, le Tour de France, Jordy, Roland Garros, Hélène et les gars-cons ! Pradel ! C'est tout de même pas de la roupie de sansonnet ça ! Et tous les passe-temps qu'on a*

mis sur le marché et qui peuvent les enrichir du jour au lendemain : loto, millionnaire, bingo, black jack, solitaire, tacotac, j'en passe et des meilleurs », je gratte, tu gratte, il gratte, nous grattons, tous les prolos de France grattent maintenant tous les jours et même les nuits à cause du morpion. Pas de quoi se plaindre, non ? » pense Barradur.

« *Et la retraite à 55 ans, s'étrangle-t-il tout rouge d'indignation, pourquoi pas à 30 ans sur la lancée. J'ai plus de 70 ans et je bosse encore. Ils n'ont qu'à en faire autant. Ça ferait de la place aux chômeurs, me dit-on. Tous des feignasses, ces gens-là, ils cherchent du boulot ... ! Un bon coup de pompe, pardon, d'escarpin bien placé leur donnerait de l'élan* ».

Pour se défaire de ce stress infernal, Barradur se rend chaque fin de semaine, accompagné de son chauffeur, à un séminaire à l'abbaye de la Sainte-Économie, haut lieu des idées sclérosées. Cet endroit sacré et poussiéreux du capitalisme étonna en son temps le jeune Kou, étudiant étranger qui était venu dans l'Hexagone étudier les étranges paradoxes économiques de ce pays; il ressortit de l'abbaye tout ahuri et il y avait de quoi. En effet, pour mémoire, il faut se souvenir que c'est dans ce sanctuaire que se trouve enfermé dans une cage en verre indestructible, le premier et seul exemplaire du traité des lois économiques marchandes édictées en 1803 par J-B Say et qui régissent encore aujourd'hui nos économies libérales. Depuis ce temps, plus rien ne bouge et tout est fait pour que tout reste ainsi. Aux dernières nouvelles, le minitel et internet sont interdits, des fois que quelques illuminés ne délivrent sur ces réseaux des idées nouvelles et subversives.

En pénétrant dans l'abbaye, Barradur se dirige vers son prie-Dieu, situé au premier rang et dont l'accoudoir est orné de son nom gravé en lettres dorées. Après les dévotions d'usage adressées à Saint Jean-Baptiste Say, fondateur de l'abbaye, Barradur se rend dans le chœur du sanctuaire et serre la paluche à tous les habitués de l'endroit. On peut reconnaître entre autres : Frère Minc, l'agitateur d'idées creuses, Frère Sorman, l'éternel satisfait, Frère Paul-Lou Sulitzer, le m'as-tu-lu de service, Frère Juppé, à l'intellect inutile, Frère Debré, dégoulinant d'humanité, Frère Madelin qui rongea son frein, Frère de Villiers qui soubresaute dans son

coin, Frère Tibéri qui loge tous les nantis, Frère Carignon représentant le Gratin dauphinois en pleine décomposition sous les feux brûlants de l'actualité... Quelques anciens sont là aussi, apportant leur haute caution morale : Père Giscard qui croit encore en son d'Estaing, Père Chirac à l'esprit toujours hanté par un Mythe Errant à l'Élysée...

Parmi tous ses semblables, Barradur ne se sent plus pisser. Plus personne pour le contrarier, bien au contraire. Conversations feutrées car il ne serait pas de bon ton de parler haut dans ce sanctuaire. Il est donc difficile de suivre les propos échangés, mais en tendant bien les esgourdes, on parvient à saisir au vol quelques mots : rentabilité, dégraissage, profit, chiens galeux, privatisations, Davos, smicards, mare aux canards, Le Pen, guignols, censure, immigrés, affaires, banlieues,... mais de Duboin point !

Enfin, arrive l'heure du repas, payé avec les cotisations des militants de base. Le cérémonial est immuable. Tout d'abord cette courte oraison récitée par Barradur tandis que l'assemblée reste debout :

*Ô Saint Jean Baptiste,
Apôtre des Capitalistes,
Que ton nom soit sanctifié
Et notre argent fructifié.*

« Amen », répondent en chœur les disciples, tous imprégnés de félicité. Puis les convives s'assoient et dégustent un repas, toujours le même toute l'année :

*- Crème de courge
- Andouilles de France
avec nouilles au beurre
- Petits suisses de Davos
- Poires et tartes à la crème
de nos belles régions.*

Ensuite, tout le monde se retrouve dans de mœlleux fauteuils et on finit la journée en faisant d'interminables parties de monopoly, histoire de ne pas perdre la main.

Un jour, sur le chemin du retour, la voiture de Barradur fut arrêtée par une manifestation de salariés en colère. « *Quelle chienlit* », se dit-il. Puis, avisant juste à côté un panneau publicitaire vantant le dernier spectacle de Marc Jolivet, Barradur toisa la foule et s'adressant mentalement aux manifestants avec toute la morgue dont il était capable, il dit : « *Ah mais ! les gnous, c'est vous !* »

SERGE BAGU .

Voici des extraits d'une lettre adressée par un de nos correspondants genevois à l'hebdomadaire de la société suisse Migros :

Non, ce n'est pas la rançon du progrès

Les articles de Marc Heyd parus dans le n° 6 du 5/2 sur la mondialisation et ses conséquences m'ont inspiré quelques réflexions que j'aimerais partager.

D'abord, bien qu'honnêtement faits, j'étais un peu agacé de relire pour la *xième* fois pratiquement les mêmes choses sur le sujet avec une conclusion toujours identique, exprimée ou sous-jacente : c'est la rançon du progrès, personne ne peut rien y faire.

Croire que l'économie de profits, dite libérale, soit la seule manière de gérer les échanges, entre individus comme entre états, c'est se couper de toute créativité pour l'avenir, comme de tout espoir de vie réellement enrichissante, dans le sens d'un épanouissement personnel, pour les générations montantes.

Le fait que la somme de travail nécessaire pour que vive correctement une population aille en diminuant devrait pouvoir être fêté par tous comme un progrès. Par le lien entre revenu et travail, cela devient une calamité pour certains.

Refuser de voir et d'intégrer que la logique du profit, associée au développement technologique, laisse et va encore laisser à l'avenir de plus en plus de gens "sur la touche", c'est faire preuve d'un aveuglement ou d'une duplicité dont beaucoup de politiciens actuels auront à rendre compte. Ceux qui auraient encore quelques doutes ou difficultés à imaginer les conséquences de cette évolution peuvent lire le bel ouvrage de Viviane Forrester "L'horreur économique".

Le remède à la plupart des maux actuels et je ne suis pas le seul à le croire, est la suppression du profit dans l'économie !

Beaucoup de gens ont de la peine à imaginer ce que pourrait être une économie sans profit. C'est normal, nous n'avons toujours connu que ça. Ceux que cela intéresse néanmoins peuvent lire l'excellent livre de Marie-Louise Duboin "Les affranchis de l'an 2000", Éditions "Voici la clef", qui décrit, de manière romancée et aisée à lire, l'Économie distributive, imaginée par son père, Jacques Duboin, dans les années 1930, époque comparable à la nôtre, où les rapides progrès technologiques jetaient hors des usines des quantités d'ouvriers, chômeurs laissés pour compte !

J'espère que ces remarques et ces lectures pourront intéresser tant vos collaborateurs que vos lecteurs et nourrir ainsi une réflexion utile à tous.

G.S., Lucinges

Il n'y a plus d'argent

N'y a-t-il plus ni bois, ni métaux, ni carrières ?
Ohé ! les compagnons ! êtes-vous tous sous terre ?
Il nous faut des maisons, bâtissez, c'est urgent !
— Nous ne pouvons rien faire,
Il n'y a plus d'argent.

Les moutons n'ont-ils plus une toison de laine ?
Ohé ! les filateurs ! Dormez-vous dans la plaine ?
On ne peut, de nos jours, vivre sans vêtement.
— Vous n'aurez par de laine,
Il n'y a plus d'argent.

Est-ce qu'on fait mourir le cheptel de vieillesse ?
Ne prend-on plus de lait, maintenant, qu'aux ânesses ?
Mais en dépit de tout, pensons à nos enfants.
— Périssent la jeunesse...
Il n'y a plus d'argent.

La terre et le soleil se sont-ils mis en grève ?
Ohé ! les paysans ! faites-vous de beaux rêves ?
A la veille on a faim, comprenez, c'est urgent.
— Que tout meure ou tout lève...
Il n'y a plus d'argent.

Il n'y a plus d'argent, il n'y a plus d'argent !
Et puis ! la belle affaire...
Comment pouvait-on vivre,
Avant tous les dollars et les francs et les livres ?
Il n'y a plus d'argent !
Et nous voilà perdus, ne sachant plus que faire...
Logeons-nous dans l'argent ?
Mangeons-nous de l'argent ?
Allons-nous tous mourir de faim et de misère
En disant tristement : "Il n'y a plus d'argent" ?
Un peu d'idée, Messieurs les Gouvernants.
Comment fait-on pour financer les guerres ?

RENÉ PAUL PAX IPINEAU
(Mars 1947)

A LA RECHERCHE D'UN REVENU SOCIAL

Une série d'entretiens publics a lieu au
Centre Culturel Saint Boniface,

(Grande Salle)

Plaine de Plainpalais,
14 bis avenue du Mail

GENÈVE

à 20 heures.

Les prochains entretiens sont prévus les
24 avril

29 mai

19 juin

**Il serait bon d'aller y parler
aussi d'économie distributive.**

En résumé, en prenant le risque d'être trop bref...

UN CONSTAT :

LA GRANDE RELEVÉ

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

**C'est ce qu'on appelle
la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,
qui pose en principe que :

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au mê-

me titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyen-neté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui

donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront com-

posées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

BON DE COMMANDE À DÉCOUPER

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

... exemplaires de la **Grande Relève N°**.....à.....F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de **Kou l'ahuri**, à 65 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de **Les affranchis de l'an 2000**, à 110 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires d'**Un Socialisme à visage humain**, à 25 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de la bande dessinée **Et si on changeait?** à 25 F l'une, soit.....F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE F

PAR CHEQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELEVÉ, CCP 1340239 M PARIS.**

PRÉNOM,
 NOM,
 ADRESSE
 EN CARACTÈRES
 D'IMPRIMERIE
 ET SIGNATURE

M.....

remplir et adresser à **LAGRANDE RELEVÉ, BP 108, 78110 LE VÉSINET. FRANCE**